



Revue de presse



Dimanche 10 septembre 2023

Faid préside à Alger la réunion technique d'ouverture de la mission du FMI.



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé jeudi à Alger, la réunion technique d'ouverture de la mission du Fonds Monétaire International (FMI) au titre de l'article IV, conduite par Chris Geiregat, Chef de mission pour l'Algérie, département Moyen-Orient et Asie Centrale, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, le ministre a notamment mis l'accent sur l'amélioration des agrégats macro-économiques du pays qui s'est engagé dans une démarche de diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, en dépit du contexte mondial qui demeure très volatil, selon le communiqué.

"En dépit du contexte mondial qui demeure très volatil et très réactif aux tensions économiques, et géopolitiques, le gouvernement algérien, à travers sa politique économique engagée ces dernières années, a mis en place des mécanismes adéquats visant une diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, afin d'engager l'Algérie sur la voie d'un développement économique résilient, inclusif et solidaire", a souligné le ministre, cité dans le communiqué.

Evoquant les leviers de la relance économique, M. Faïd a ajouté que "dans le cadre d'une vision stratégique, le gouvernement cible le développement des secteurs porteurs de croissance économique en encadrant le commerce extérieur, en stimulant les exportations hors hydrocarbures et en rationalisant les importations sans nuire à la production nationale".

Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur la poursuite du programme de réformes et de modernisation qui touche tous les aspects des finances publiques et ce, à travers la modernisation de l'administration publique, la refonte de ses modes de gestion, l'accélération de la transformation numérique et la modernisation du système statistique national.

Evoquant les retombées de la pandémie du COVID-19 et ses conséquences sur l'économie nationale, le ministre a souligné que "l'Algérie poursuit la consolidation de ses équilibres internes et externes comme suite aux mesures prises par les autorités algériennes qui visent à atténuer les retombées de ladite pandémie. Celles-ci comprennent, notamment le soutien budgétaire aux entreprises et aux ménages vulnérables et le maintien des politiques monétaires accommodantes pour le maintien de l'activité économique".

Il a relevé à ce titre que "ces mesures ont permis le redressement de l'économie nationale, perçu à travers l'amélioration des agrégats macro-économiques et des comptes de l'Etat qui s'est traduit en 2022 par une quasi stabilité de la croissance économique qui est passée de +3,4% en 2021 à +3,2% en 2022, avec une prévision de croissance de +5,3% en 2023", selon le communiqué.

Ce redressement de l'économie nationale "s'est traduit, aussi, par une hausse importante des exportations, l'amélioration des réserves de changes et du solde du trésor", indique encore le ministre des Finances, ajoutant que la conjoncture économique et financière nationales se caractérisera notamment, à fin 2023

comparativement à l'année 2022, par le maintien du solde positif de la balance commerciale, la stabilisation des réserves de changes, et l'augmentation des recettes budgétaires.

Le texte portant encadrement du partenariat public privé en cours de finalisation

Evoquant les chantiers de réformes structurelles finalisés cette année, visant à mettre l'économie sur un sentier de croissance résilient et durable, M. Faïd a souligné que parmi ces chantiers "la mise en œuvre du nouveau code de l'investissement dont les principales mesures visent à développer les secteurs d'activités prioritaires, assurer un développement territorial durable et équilibré, valoriser les ressources naturelles, favoriser le transfert technologique et développer l'innovation et l'économie de la connaissance".

Il s'agit aussi de la nouvelle loi monétaire et bancaire qui vise à renforcer les mécanismes de suivi et de contrôle, à travers la création de nouveaux comités notamment celui de la stabilité financière, lesquels seront chargés du contrôle macro-prudentiel et de la gestion des crises, la promulgation de la nouvelle loi sur la compatibilité publique et la mise en œuvre de la nouvelle loi organique des lois de finances, basées sur la modernisation des systèmes budgétaires visant l'accroissement de la performance de la gestion publique.

De plus, note-t-on de même source, le texte portant encadrement et développement du partenariat public privé "est en cours de finalisation".

Exprimant, d'autre part, sa satisfaction quant à la qualité des thématiques retenues pour être débattues entre les experts de la mission du FMI et les cadres du ministère des Finances, le ministre a évoqué notamment la problématique du changement climatique et environnemental, en mettant l'accent sur le choix de la thématique sur la politique monétaire, sa transmission, ses instruments et celle de l'inclusion et de la diversification financière.

De son côté, le Chef de mission pour l'Algérie du FMI a exprimé son "appréciation à l'égard du partenariat" de son institution avec l'Algérie et a réitéré la disposition du Fonds à "poursuivre son accompagnement au processus de réformes engagé par notre pays qui vise à instaurer la stabilité sociale et économique et qui contribue à fournir le terrain nécessaire pour les investissements, à stimuler le rythme de la croissance et à consacrer la transparence et ce, à travers les actions d'assistance technique et de conseil", souligne encore le communiqué.

Séisme au Maroc : l'Algérie pleinement disposée à fournir des aides humanitaires.

L'Algérie s'est dite, samedi, pleinement disposée à fournir des aides humanitaires au Maroc et à mobiliser tous les moyens matériels et humains suite au violent séisme qui a frappé ce pays, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Suite au violent séisme qui a frappé des régions du Royaume du Maroc, les hautes autorités algériennes se sont dites pleinement disposées à fournir des aides humanitaires et à mobiliser tous les moyens matériels et humains en solidarité avec le peuple marocain frère, en cas de demande du Royaume du Maroc. Les hautes autorités algériennes ont également décidé d'ouvrir l'espace aérien aux vols pour le transport des aides humanitaires et des blessés", lit-on dans le communiqué.

Le Président de la République opère un vaste mouvement dans le corps des walis .

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a opéré, mercredi, un vaste mouvement dans le corps des walis et walis délégués, indique un communiqué de la Présidence de la République, dont voici le texte intégral:

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a opéré, ce mercredi 21 safar 1445, correspondant au 6 septembre 2023, un vaste mouvement dans le corps des walis et walis délégués.

En premier lieu: Il a été mis fin aux fonctions de onze (11) walis et deux (02) walis délégués:

A- Les walis:

- 1- Moulati Atallah, en sa qualité de wali de Chlef.
- 2- Nefla Samir, en sa qualité de wali d'Oum El Bouaghi.
- 3- Deramchi Mohamed Amine, en sa qualité de wali de Sétif.
- 4- Berimi Djamel Eddine, en sa qualité de wali d'Annaba.
- 5- Aissa Boulahia, en sa qualité de wali de Mostaganem.
- 6- Rouabhi Omar, en sa qualité de wali de Mascara.
- 7- Yahiaten Yahia, en sa qualité de wali de Boumerdès.
- 8- Harfouche Benaarar, en sa qualité de wali d'El Tarf.
- 9- Mokhbi Mohamed, en sa qualité de wali de Tindouf.
- 10- Chennouf Saad, en sa qualité de wali de Béni Abbès.
- 11- Sbaâ Nacer, en sa qualité de wali de Touggourt.

B- Les walis délégués :

- 1- Bagriche Youcef, en sa qualité de wali délégué d'Hussein Dey.
- 2- Delfi Lyazid, en sa qualité de wali délégué de Dar El Beida.

En second lieu: mutation de dix (09) walis et de cinq (05) walis délégués :

A-Les walis :

- 1- Mermouri Amoumen, muté de la wilaya de Tlemcen à la wilaya de Saida.
- 2- Boudouh Ahmed, muté de la wilaya de Saida à la wilaya de Mostaganem.
- 3- Djellaoui Abdelkader, muté de la wilaya de M'sila à la wilaya d'Annaba.

- 4- Mohamedi Farid, muté de la wilaya d'El Bayadh à la wilaya de Mascara.
- 5- Nahila Laâredj, muté de la wilaya de Tisssilt à la wilaya d'El Meghaier.
- 6- Bechlaoui Youcef, muté de la wilaya de Timimoun à la wilaya de Tlemcen.
- 7- Athmane Abdelaziz, muté de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar à la wilaya de Touggourt.
- 8- Ghmired Brahim, muté de la wilaya d'In Salah à la wilaya de Chlef.
- 9- Aissat Aissa, muté de la wilaya d'El Mghaier à la wilaya d'Oum El Bouaghi.

B- Les walis délégués:

- 1- Belahouène Nachida, mutée de Birtouta à Draria.
- 2- Bertima Abdelouahab, muté de Draria à Baraki.
- 3- Boulsane Merouane, muté de Rouiba à Birtouta.
- 4- Benchaoulia Mohamed Amine, muté de Baraki à Sidi M'hamed.
- 5- Zinai Abdelwahab, muté de Debdab à El Harrach.

En troisième lieu : nomination de douze (12) nouveaux walis et sept (07)

nouveaux walis délégués:

A-Les walis :

- 1- Ouchane Brahim, wali de Blida.
- 2- Mustapha Limani, wali de Sétif.
- 3- Tiar Nedjmeddine, wali de M'Sila.
- 4- Belaribi Noureddine, wali d'El Bayadh.
- 5- Naama Fouzia, wali de Boumerdès.
- 6- Meziane Mohamed, wali d'El Taref.
- 7- Daho mustapha, wali de Tindouf.

- 8- Bouzaid Fethi, wali de Tissemsilt.
- 9- Souna Benamar, wali de Timimoun.
- 10- Dehimi Abderrahmane, wali de Bordj Badji Mokhtar.
- 11- Hashas Djamel Eddine, wali de Beni Abbès.
- 12 - Bendjima Abdelkader, wali d'In Salah.

B- Les walis délégués :

- 1- Nassib Nadjia, wali délégué d'Hussein Dey.
- 2- Yahmi Djilali, wali délégué de Rouiba.
- 3- Benyoucef Ahmed, wali délégué de Bab El Oued.
- 4- Refsa Noureddine, wali délégué de Dar El Beida.
- 5- Bettioui Abdelkrim, wali délégué de Bouzaréah.
- 6- Rahmani Abderrahmane, wali délégué de Bir Mourad Rais.
- 7- Asmani Nasreddine, wali délégué de Debdab.

Ce mouvement a permis la promotion de quinze (15) cadres des corps des Secrétaires généraux de wilaya, des walis délégués, des chefs de Daira et des directeurs de wilaya aux fonctions de wali et wali délégués.



Oran : l'usine de véhicules "FIAT" sera fin prête pour la production en fin 2023.

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a affirmé, jeudi dans la wilaya d'Oran, que l'usine d'automobile de marque "FIAT" sera prête pour se lancer dans la production en fin 2023 conformément aux délais fixés.

Le ministre a indiqué, dans une déclaration à la presse, en marge de l'inspection de ce projet implanté dans la zone industrielle de Tafraoui, dans le cadre de sa visite dans la wilaya d'Oran, que les travaux de réalisation avancent suivant le

programme tracé, se déclarant optimiste que le premier véhicule de marque FIAT sortira de l'usine au courant de décembre prochain conformément aux délais fixés.

Accompagné du wali d'Oran, Saïd Sayoud, de l'ambassadeur d'Algérie en Italie, Abdelkrim Touahria, du président du Conseil d'administration de l'usine, Hakim Boutehra et du Directeur général de l'usine, Sergey Vasilyev, Ali Aoun s'est enquis de l'état d'avancement des travaux.

Le ministre a déclaré que "l'usine de véhicules FIAT est considérée comme la première du genre à l'étranger à 100 pour cent. Sa réussite est une preuve de l'ouverture de l'Algérie à l'investissement étranger", soulignant que le domaine est ouvert aux investisseurs étrangers que ce soit purement étrangers ou en partenariat avec des entreprises nationales.

Les responsables de l'usine ont présenté un exposé du projet dont le taux d'avancement des travaux a atteint 75 pc, faisant savoir que sa capacité de production est estimée à 90.000 véhicules par an.

Trois types de véhicules (modèles) seront produits jusqu'à 2026. Le quatrième type sera lancé en production à partir de 2029, a-t-on annoncé.

Pas moins de 125 de travailleurs ont été recrutés alors que ce nombre d'emplois atteindra 300 à la fin de l'année en cours, de même qu'il est attendu le recrutement de 300 autres au courant de l'année 2024.

Le nombre de stagiaires formés en coopération avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels a atteint 428 dont 180 ont été embauchés.

En ce qui concerne le taux d'intégration, le ministre a déclaré qu'il doit atteindre 40 et 50 pc, mais avant cela il importe de développer et de densifier le tissu industriel local pour satisfaire les besoins.

Il a donné, dans ce contexte, des instructions pour soutenir les startups et d'accélérer l'aménagement de l'espace dédié aux jeunes sous-traitants dans la zone industrielle de Tafraoui, en particulier ceux qui produiront les pièces détachées entrant dans le montage des véhicules.

M. Derbal a également souligné que ses services suivaient "attentivement" ces projets, en coordination avec les walis, et insisté sur l'établissement de rapports périodiques au sujet des taux d'avancement.

Des rapports, a-t-il dit, qui doivent également mentionner les éventuelles difficultés susceptibles de survenir et ce, dans l'optique de les résoudre dans les plus brefs délais.

"Le secteur de l'hydraulique doit accompagner et soutenir le secteur agricole afin d'atteindre la sécurité alimentaire et partant, réduire la facture des importations", a également souligné M. Derbal.

Dans une déclaration à la presse, sur le site du projet de réalisation de la station de dessalement d'eau de mer de Koudiat Draouèche, dans la commune de Berrihane, d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes par jour, le ministre a indiqué que la stratégie du secteur de l'hydraulique est axée, à l'heure actuelle, sur la fourniture quotidienne d'eau potable aux citoyens, sans interruption.

Il a souligné, à cet égard, qu'il était "inapproprié" que le citoyen souffre d'un manque d'eau potable à l'heure où l'Etat met en place tous les moyens matériels et humains pour répondre aux besoins de la population.

A cette occasion, le ministre de l'hydraulique a indiqué qu'un plan d'action a été élaboré pour l'élimination des fuites d'eau et des raccordements illicites.

Le ministre a également appelé les responsables locaux du secteur à "prendre en compte les problèmes des citoyens dans le domaine de l'alimentation en eau potable et à les résoudre en temps opportun, par la consultation et le dialogue".

M. Derbal a souligné, par ailleurs, l'importance de valoriser les projets achevés au profit du secteur de l'hydraulique et d'en augmenter les performances "avant l'inscription d'autres projets coûteux et à long terme".



Faïd préside à Alger la réunion technique d'ouverture de la mission du FMI : amélioration des agrégats macro-économiques



Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a présidé, jeudi dernier à Alger, la réunion technique d'ouverture de la mission du Fonds monétaire international (FMI) au titre de l'article IV, conduite par Chris Geiregat, Chef de mission pour l'Algérie, département Moyen-

Orient et Asie centrale, a indiqué un communiqué du ministère.

À cette occasion, le ministre a notamment mis l'accent sur l'amélioration des agrégats macro-économiques du pays qui s'est engagé dans une démarche de diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, en dépit du contexte mondial qui demeure très volatil, selon le communiqué. "En dépit du contexte mondial qui demeure très volatil et très réactif aux tensions économiques, et géopolitiques, le gouvernement algérien, à travers sa politique économique engagée ces dernières années, a mis en place des mécanismes adéquats visant une diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, afin d'engager l'Algérie sur la voie d'un développement économique résilient, inclusif et solidaire", a souligné le ministre, cité dans le communiqué. Evoquant les leviers de la relance économique, M. Faïd a ajouté que "dans le cadre d'une vision stratégique, le gouvernement cible le développement des secteurs porteurs de croissance économique en encadrant le commerce extérieur, en stimulant les exportations hors hydrocarbures et en rationalisant les importations sans nuire à la production nationale". Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur la poursuite du programme de réformes et de modernisation qui touche tous les aspects des finances publiques et ce, à travers la modernisation de l'administration publique, la refonte de ses modes de gestion, l'accélération de la transformation numérique et la modernisation du système statistique national. Evoquant les retombées de la pandémie du COVID-19 et ses conséquences sur l'économie nationale, le ministre a souligné que "l'Algérie poursuit la consolidation de ses équilibres internes et externes comme suite aux mesures prises par les autorités algériennes qui visent à atténuer les retombées de ladite pandémie. Celles-ci comprennent, notamment le soutien budgétaire aux entreprises et aux ménages vulnérables et le maintien des politiques monétaires accommodantes pour le maintien de l'activité économique". Il a relevé à ce titre que "ces mesures ont permis le redressement de l'économie nationale, perçu à travers l'amélioration des agrégats macro-économiques et des comptes de l'Etat qui s'est traduit en 2022 par une quasi-stabilité de la croissance économique qui est passée de +3,4% en 2021 à +3,2% en 2022, avec une prévision de croissance de +5,3% en 2023", selon le communiqué. Ce redressement de l'économie nationale "s'est traduit, aussi, par une hausse importante des exportations, l'amélioration des réserves de change et du solde du Trésor", indique encore le ministre des Finances, ajoutant que la conjoncture économique et financière nationales se caractérisera notamment, à fin 2023 comparativement à l'année 2022, par le maintien du solde positif de la balance commerciale, la stabilisation des réserves de change, et l'augmentation des recettes budgétaires.

Le texte portant encadrement du partenariat public-privé en cours de finalisation

Evoquant les chantiers de réformes structurelles finalisés cette année, visant à mettre l'économie sur un sentier de croissance résilient et durable, M. Faïd a souligné que parmi ces chantiers "la mise en œuvre du nouveau code de l'investissement dont les principales mesures visent à développer les secteurs d'activités prioritaires, assurer un développement territorial durable et équilibré, valoriser les ressources naturelles, favoriser le transfert technologique et développer l'innovation et l'économie de la connaissance". Il s'agit aussi de la nouvelle loi monétaire et bancaire qui vise à renforcer les mécanismes de suivi et de contrôle, à travers la création de nouveaux comités notamment celui de la stabilité financière. Ces comités seront chargés du contrôle macro-prudentiel et de la gestion des crises, la promulgation de la nouvelle loi sur la compatibilité publique et la mise en œuvre de la nouvelle loi organique des lois de finances, basées sur la modernisation des systèmes budgétaires visant l'accroissement de la performance de la gestion publique. De plus, note-t-on de même source, le texte portant encadrement et développement du partenariat public-privé "est en cours de finalisation". Exprimant, d'autre part, sa satisfaction quant à la qualité des thématiques retenues pour être débattues entre les experts de la mission du FMI et les cadres du ministère des Finances, le ministre a évoqué notamment la problématique du changement climatique et environnemental, en mettant l'accent sur le choix de la thématique sur la politique monétaire, sa transmission, ses instruments et celle de l'inclusion et de la diversification financière. De son côté, le Chef de mission pour l'Algérie du FMI a exprimé son "appréciation à l'égard du partenariat" de son institution avec l'Algérie et a réitéré la disposition du Fonds à "poursuivre son accompagnement au processus de réformes engagé par notre pays qui vise à instaurer la stabilité sociale et économique et qui contribue à fournir le terrain nécessaire pour les investissements, à stimuler le rythme de la croissance et à consacrer la transparence et ce, à travers les actions d'assistance technique et de conseil", souligne encore le communiqué.



Confédération générale des entreprises algériennes : Pour l'amélioration de la situation socio-économique

Dans une lettre adressée au Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) a évoqué la situation socio-économique du pays, qui se traduit, selon les termes de la lettre, par ce qu'elle qualifie «de marasme économique, un climat des affaires souffrant du manque de confiance et une surenchère presque généralisée des prix». Pour Saida Neghza, «l'écoute des opérateurs économiques, des différents patrons

et des représentants des travailleurs est importante». Elle estime qu'il faut «sortir des propositions des seuls conseillers bureaucratiques qui veulent diriger l'économie nationale depuis leurs bureaux et avec des décisions d'en haut, sans tenir compte des vrais problèmes imposés par la réalité du terrain». La présidente de CGEA a évoqué, entre autres, la problématique de «la sécheresse généralisée qui présage d'une grande famine». Notant qu'au moment où «tous les pays courent vers le stockage et l'approvisionnement des matières premières et des produits de première nécessité», elle observe «une volonté de créer la rareté en Algérie». Une situation dont le prix sera «sûrement cher», à défaut, dit-elle, «de mesures énergiques pour redresser la situation». Mme Neghza parle également «des restrictions d'importations» qui ont «eu un effet négatif sur le fonctionnement des différentes usines et sociétés», en raison, selon elle, «de la rareté des matières premières et pièces de rechange». Il s'agit, à ses yeux, d'un impact négatif sur les capacités de production. Dans le domaine agricole, la présidente de l'organisation patronale déclare avoir «soumis plusieurs dossiers portant sur de grands projets d'investissement dans l'agriculture saharienne». Elle met en garde contre les risques «d'une hausse vertigineuse des prix une fois la saison des récoltes terminée». En dernier lieu, elle évoque le problème lié aux importations, notamment de la matière première. «Actuellement, nous constatons des prix élevés et une rareté des produits en raison des restrictions de l'Algex et d'autres autorisations exigées, telles les autorisations techniques délivrées par le ministère de l'Agriculture et les attestations de régulation délivrées par le ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique, dont nous ne savons pas comment ils procèdent et selon quels critères elles sont délivrées», selon Mme Neghza. Elle souhaite à la fin «plus de transparence» et «la création d'une commission d'enquête chargée de déterminer comment sont délivrées les licences d'importation et les quotas dont bénéficient certains et pas d'autres». Dans le même sillage, la présidente de la CGEA enchaîne : «des bateaux de marchandises sont bloqués en rade au moment où le marché national souffre de la pénurie de la matière première qui est quasi inexistante.» Non sans mettre en garde contre la hausse des prix des denrées alimentaires.



Réserves de change en hausse : Un facteur d'attractivité

Lors de l'ouverture de la session parlementaire ordinaire 2023-2024, le président du conseil de la nation, Salah Goudjil, a fait part dans son allocution du niveau des réserves de change atteint, qui est de 85 milliards de dollars.

Ceci est d'autant plus confortant que l'Algérie n'a pas de dette extérieure. Globalement, cela confirme la bonne tenue de l'économie nationale à travers le retour de la croissance économique et ce, depuis 2021. Il s'agit, en effet, du solde commercial positif et de la balance des paiements excédentaire. La hausse importante des exportations, avec notamment la percée des exportations hors hydrocarbures, conjuguée avec le tassement du niveau des importations, en sont les principales raisons de la consolidation des équilibres externes de l'Algérie. L'augmentation des réserves de change contribue fortement à l'amélioration des équilibres macro-économiques, surtout en offrant une excellente garantie qui est la forte solvabilité financière vis-à-vis du reste du monde. Ceci représente alors un signal fort pour rassurer les partenaires commerciaux et les investisseurs étrangers. Un autre aspect aussi important est celui de l'impact positif sur le taux de change. Le redressement enclenché depuis le second semestre 2022 de la parité du dinar vis-à-vis du dollar et de l'euro permettra incontestablement l'amélioration du pouvoir d'achat à la monnaie nationale. Ceci contribuera aussi à l'amortissement de la pression inflationniste en raison de la hausse des prix de la plupart des produits importés. Abordant le sujet, l'expert en banque et finance Dr Benhafs Abderrahme a souligné, à ce propos, que «les réserves de change de l'Algérie ont connu au mois d'août 2023 une augmentation appréciable de 32,8% par rapport à décembre 2022, se situant à 85 milliards de dollars contre 60,9 milliards de dollars. Cette augmentation est de nature à conforter les équilibres macro-économiques du pays, notamment au plan de la balance des paiements et de la stabilité du taux de change du dinar par rapport aux principales devises fortes», a-t-il commenté. Interrogé sur l'impact de cette hausse sur les équilibres macro-économiques et sur le climat des affaires, l'économiste en finance a indiqué qu'effectivement cette augmentation est un «élément, et non des moindres, qui milite en faveur de l'amélioration du climat des affaires» et de l'«attraction de l'investissement étranger». Surtout, a-t-il prétexté, que le cadre «réglementaire est très favorable», et ce, «depuis la promulgation du nouveau code des investissements», s'est-t-il réjoui. Ces atouts, conjugués à «une stabilité politique, militent en faveur de la dissipation du sentiment d'incertitude qui empreint l'attitude des investisseurs étrangers qui est, en somme, tout à fait logique en se référant à la fameuse expression usitée dans ce genre de situation : «le capital est lâche», il ne s'investit que si les conditions de réussite sont réunies», a-t-il argué. En définitive, l'augmentation des réserves de change à hauteur de 85 milliards de dollars et l'absence d'un endettement extérieur vont conférer à l'Algérie sur la scène internationale une crédibilité sur le plan financier, à même de la mettre à l'abri de toute pression extérieure, quelle qu'elle soit, quant à la conduite de sa politique économique. C'est également l'occasion pour améliorer l'attractivité de l'économie nationale vis-à-vis des investisseurs étrangers, qui sont sollicités à venir investir dans le pays, eu égard à la nouvelle loi relative à l'investissement.

Chiffre du jour : Le Brent à 90,65 dollars

Les cours du pétrole ont repris leur ascension vendredi, stimulés par le faible niveau des stocks de brut américains, qui contribuent à tendre le marché, déjà inquiet d'une insuffisance d'offre. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a pris 0,81%, pour clôturer à 90,65 dollars, un sommet en clôture depuis mi-novembre. Quant au baril de West Texas Intermédiate (WTI) américain, avec échéance en octobre, il a gagné 0,73%, à 87,51 dollars.

Entités importatrices de véhicules, Aoun catégorique : «Pas d'autorisation sans construction d'usines».

La première voiture Fiat fabriquée en Algérie sera mise sur le marché en décembre prochain, a indiqué le ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique, Ali Aoun, en marge d'une visite de travail effectuée, ce jeudi, dans la wilaya d'Oran.

Lors d'une conférence de presse, le responsable a fait savoir que l'unité de Fiat Algérie entrera en production avec une capacité de 90.000 véhicules par an, précisant que le projet a atteint un taux d'avancement de 75%. «Il reste l'installation de quelques équipements et l'achèvement de la formation du personnel pour que l'usine soit prête à 100%», a-t-il relevé. Aussi, il a révélé que 3 modèles seront produits jusqu'à 2026 avant d'ajouter un 4e à partir de 2029. A ce propos, le ministre a souligné que Fiat Algérie est le seul projet d'investissement étranger à 100% réalisé dans ce secteur, ce qui prouve que le marché algérien est «ouvert à toute initiative d'investissement», qu'il soit entièrement étranger ou en partenariat avec des sociétés nationales. A une question sur le taux d'intégration et son évolution envisagés par Fiat Algérie, il a expliqué que l'intégration dépend de la disponibilité d'un réseau des fournisseurs locaux des composants intervenant dans cette industrie. «De toutes les manières, il doit atteindre 40 à 50%», a-t-il estimé avant d'insister sur l'importance des startups en accélérant l'aménagement de l'espace qui leur est dédié, notamment dans la

zone industrielle de Tafraoui, en particulier ceux qui produiront les pièces détachées entrant dans le montage des véhicules. Pas moins de 125 travailleurs ont été recrutés, alors que ce nombre d'emplois atteindra 300 à la fin de l'année en cours, de même qu'il est attendu le recrutement de 300 autres au courant de l'année 2024. Le nombre de stagiaires formés en coopération avec le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels a atteint 428, dont 180 ont été embauchés. Le ministre de l'Industrie a, par ailleurs, révélé que des agréments ont été accordés à JAC et à OPEL pour s'installer en Algérie et précisé, toutefois, que ces derniers ont, certes, eu leur agrément, mais il faut qu'ils aient aussi l'autorisation de régulation. «Tant qu'ils n'auront pas commencé la réalisation de leur usine, ils n'auront aucune autorisation pour importer, même pas une roue», a-t-il prévenu, en rappelant que Stellantis a entamé l'importation des véhicules après avoir commencé les travaux de réalisation de son unité de production à Oran. L'on croit savoir à ce sujet que l'installation d'OPEL et JAC pourrait intervenir avant la fin de l'année. Interrogé sur le sort des unités de montage de véhicules dont les propriétaires ont été poursuivis en justice, Ali Aoun a rappelé qu'il y a eu des opérations de confiscation par la Justice de ces biens. «Leur devenir, a-t-il poursuivi, sera fixé une fois que ces installations seront remises par la justice au secteur de l'Industrie. Mais je peux affirmer tout de suite qu'il n'y a pas grand-chose à faire. Ce sont des hangars. S'il vous plait, oubliez cette histoire d'usines de montage qui n'en étaient pas.» .



Marché algérien de l'automobile : Dans l'attente des importations

Le marché de l'automobile en Algérie est confronté à une problématique majeure, à savoir l'importation des véhicules neufs qui ne veut vraiment pas accélérer la cadence. Le consommateur algérien, qui constate en ce moment l'introduction en quantité insuffisante des modèles Fiat, est en attente de voir l'arrivée d'autres modèles comme OPEL et Citroën qui ont obtenu leur agrément ou bien les modèles chinois ayant connu une évolution fulgurante en terme de qualité. L'absence des véhicules neufs et la situation actuelle soulève des questions quant à l'importation et à la diversification des marques automobiles dans le pays. L'Algérie est un marché automobile en pleine expansion, avec une demande croissante, pour répondre aux besoins professionnels et personnels des citoyens. Les modèles chinois sont réputés pour leur qualité et leur prix abordable, ce qui

suscite un véritable engouement parmi les consommateurs. Plusieurs marques chinoises, dont JAC, Geely et Cherry, ayant obtenu l'agrément de l'importation, se préparent à entrer sur le marché avec des modèles technologiques de haute qualité. Ces marques devraient susciter beaucoup d'intérêt chez les consommateurs et offrir davantage d'options à ceux qui cherchent à acheter de nouveaux véhicules. Ces marques sont connues pour leurs modèles technologiques de haute qualité, qui devraient répondre à la demande croissante de véhicules utilitaires et particuliers sur le marché algérien. Les préparatifs pour la commercialisation de ces marques sont actuellement en cours, avec des showrooms installés dans une vingtaine de wilayas. Ces marques devraient susciter beaucoup d'intérêt chez les consommateurs et offrir davantage d'options à ceux qui cherchent à acheter de nouveaux véhicules.

Néanmoins, certaines marques chinoises ont obtenu l'autorisation d'importation en Algérie, mais leur processus d'introduction sur le marché prend du temps. La distance géographique entre la Chine et l'Algérie peut entraîner des délais supplémentaires dans les opérations logistiques nécessaires à ces importations massives.

La distance entre l'Algérie et la Chine est d'environ 10.000 km, ce qui peut expliquer la lenteur du processus d'importation. Cependant, il existe d'autres facteurs qui peuvent influencer la disponibilité des véhicules neufs, tels que les capacités de production, les normes techniques, les coûts logistiques.

Cependant, il convient de noter qu'une fois lancées, ces marques chinoises pourraient apporter une diversification intéressante au paysage automobile algérien. Leur présence pourrait introduire de nouveaux modèles avec des caractéristiques spécifiques qui peuvent attirer différents segments de consommateurs.

Il serait préférable pour les marques chinoises d'être parmi ceux qui construisent des moulins plutôt que de résister aux vents changeants du marché algérien. En investissant dans un approvisionnement régulier et en adaptant leurs stratégies commerciales aux besoins locaux spécifiques, tout en maintenant une qualité élevée et un service après-vente solide, elles peuvent réussir à s'imposer durablement sur le marché algérien de l'automobile. Bien que la situation actuelle du marché automobile en Algérie soit instable et marquée par une disponibilité limitée des véhicules neufs, l'introduction imminente de marques chinoises pourrait apporter un souffle frais à cette industrie. Il est important pour ces marques d'être patientes et persévérantes dans leurs efforts afin de satisfaire les besoins croissants des consommateurs algériens. Le marché algérien de l'automobile reste instable vu l'insuffisance accumulée des véhicules neufs et l'importation d'une seule marque, à savoir Fiat avec 3 modèles particuliers et 3 autres utilitaires. La marque italienne n'arrive pas à satisfaire la

grande demande, surtout lorsqu'on sait que la demande actuelle du marché tourne autour de plus d'un million de nouveaux modèles. Cependant, le fait que seule la marque Fiat soit importée en Algérie pose un problème de diversification du marché. Les consommateurs souhaitent avoir accès à une plus grande variété de marques et de modèles pour pouvoir choisir ce qui correspond le mieux à leurs besoins et à leurs préférences. Il est, donc, crucial que les importateurs et autres concessionnaires disposant de l'autorisation d'importation prennent des mesures rapidement afin de proposer au consommateur algérien des véhicules neufs. Cela permettrait non seulement de répondre aux attentes des consommateurs, mais également d'accroître la concurrence sur le marché automobile local.



Le politologue Si Bachir Mohamed analyse les enjeux de cette adhésion : «une reconnaissance appréciable de l'importance stratégique de l'Afrique et de l'UA»

Depuis hier, le G20 accueille officiellement dans ses rangs, l'Union africaine, en tant que membre permanent. Une décision qui, selon des observateurs, n'a rencontré aucune opposition au sein des pays du groupe. Mieux encore, elle a fait l'objet d'un rare consensus, lorsqu'on connaît les divisions qui marquent les réunions des G20 quand il s'agit des questions géopolitiques.

L'adhésion de l'UA au groupe des G20 propulse le continent au devant de la scène internationale et confirme davantage sa mondialisation. En effet, les démarches et initiatives en faveur de la représentation de l'Afrique dans les instances de gouvernance mondiales sont de plus en plus encouragées et soutenues. Pour de nombreux observateurs de la scène internationale, cette démarche témoigne d'une reconnaissance appréciable de l'importance stratégique de l'Afrique et de l'UA, en particulier. Vu de l'Afrique, cette d'adhésion revêt une importance considérable sur plusieurs dimensions, principalement trois, selon l'analyste politique, professeur à l'École nationale supérieure de sciences politiques, Mohamed Si Bachir. «D'abord, la dimension économique qui est très importante, car l'Afrique est une zone d'optimisme économique pour la mondialisation. Beaucoup de pays africains enregistrent des taux de croissance à deux chiffres et cela depuis dix années. Faut-il le souligner, les opportunités d'investissement en Afrique sont énormes et très importantes. L'Afrique recèle beaucoup de ressources, qu'elles soient énergétiques ou minières. D'où l'importance de l'adhésion à une organisation internationale

comme le G20 qui est considéré comme le directoire économique du monde», a soutenu hier le politologue, dans une déclaration au journal El Moudjahid. La deuxième dimension, selon notre interlocuteur a un caractère géostratégique, car, poursuit il, cette adhésion met l'Afrique au devant de la scène mondiale, en tenant compte, d'abord, des considérations économiques, «loin des considérations sécuritaire et défensives qui utilisent l'Afrique comme un refuge aux groupes terroristes ou bien source de menaces, notamment d'immigration clandestine, ainsi que les problèmes économique. Avec l'adhésion de l'UA au groupe des G20, on met au devant de la scène, l'importance économique et géostratégique du continent loin des peurs et des visions pessimistes concernant son avenir», explique le politologue.

Une tribune pour mieux faire entendre sa voix

Quant à la troisième dimension, elle pourrait résulter des deux précédentes dimensions, à savoir économique et géostratégique. Il souligne, à ce propos, que l'Afrique a toujours revendiqué un siège permanent au sein du Conseil de sécurité. De ce fait, l'adhésion de l'Afrique au groupe des G20 offre à notre continent une tribune pour mieux faire entendre sa voix, défendre ses intérêts et parler de ses problèmes économiques, sociaux... En réponse à une question d'El Moudjahid de savoir si l'extension des Brics à de nouveaux membres, dont deux de l'Afrique, a anticipé et pesé en faveur de cette adhésion, Si Bachir Mohamed estime que l'adhésion de l'Union africaine au G20 constitue un enjeu d'équilibrisme entre les Brics, qui, selon lui, veulent changer la mondialisation, et le G20 qui veut maintenir les mêmes indicateurs de la mondialisation, c'est-à-dire la dolarisation et l'impact grandissant de l'Occident sur l'économie mondiale, loin de la Chine et de l'Asie du Sud-Est. À la question de savoir si l'absence d'un consensus au sein des pays de l'UA autour du conflit en Ukraine et à l'égard d'autres dossiers internationaux risquerait d'entraver le travail de l'UA au sein l'espace G20, notre interlocuteur estime que l'Afrique est la première victime de la guerre en Ukraine, notamment après la suspension des exportations des céréales vers le continent. Parallèlement à cela, le politologue soutient que l'adhésion de l'UA au G20 pourrait permettre à l'Afrique de jouer l'intermédiaire dans ce conflit. «Maintenant, on voit nulle part ailleurs, un intermédiaire plus crédible que l'Union africaine ou bien les grands acteurs de l'UA, à l'exemple de l'Algérie, de l'Égypte et l'Afrique du Sud. Ces derniers pourraient jouer la médiation entre l'Occident et la Russie, d'une part, et, de l'autre, créer les conditions qui pourraient donner lieu à un cessez-le-feu», poursuit l'analyste politique. Concernant les attentes de l'Afrique du G20 pour faire face aux changements climatiques, Si Bachir Mohamed rappelle que les différentes réunions des COP 25, 26 et 27 ont permis la mise en place d'un fonds international pour aider les pays les plus touchés par les changements climatiques, l'Afrique au premier plan. Ainsi,

l'adhésion de l'Afrique au G20 permettrait à cette dernière de bénéficier de ces fonds et aider au développement durable dans les pays de l'Afrique, conclut notre interlocuteur. Notons qu'avant l'adhésion de l'Union africaine, le G20 comprenait 19 pays, en plus de l'Union européenne, et ses membres représentent environ 85% du produit intérieur brut mondial et plus de 75% du commerce mondial. Par ailleurs, la plupart des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies se déclarent également favorables à une représentation permanente de l'Afrique.



Réformes financières et structurelles, les progrès sont incontestables

Faid préside la réunion technique d'ouverture de la mission du FMI en Algérie.

Le plan de la relance économique mise en œuvre par l'Algérie depuis 2020 a permis au pays de réaliser une croissance économique d'au moins 3,4% en 2021, de 3,2% en 2022 et de +5,3 % à l'horizon 2023 et pourrait atteindre le statut de pays émergent plus tôt que prévu.

Le Gouvernement a relevé le défi des réformes structurelles pour renforcer la mise en œuvre de la réforme financière, entre autres. Les réformes budgétaires structurelles opérées ces trois dernières années ont aidé à renforcer la crédibilité et la gouvernance des finances publiques, encourager la numérisation des systèmes bancaires et financiers mis, en particulier, au service de l'inclusion financière. Des mesures à long terme ont été prises par le Gouvernement pour mieux contrôler l'inflation, promouvoir la croissance et garantir les équilibres macroéconomiques dans un contexte international instable et difficile. Ces efforts ont payé : des agrégats macroéconomiques plus renforcés, une inflation plus ou moins maîtrisée et l'activité économique, notamment, hors hydrocarbures poursuit sa tendance au redressement.

Des progrès salués par M. Geiregat Chris, Chef de mission pour l'Algérie, département Moyen-Orient et Asie Centrale, et les cadres du ministère des Finances, lors de sa rencontre, avant-hier, avec le ministre des Finances, Laaziz Faid. Lors de la réunion technique d'ouverture de la mission du Fonds monétaire international (FMI) au titre de l'article IV, conduite par Chris Geiregat, qu'il a présidé, M. Faid a mis en avant les efforts déployés par l'Algérie visant à améliorer davantage la gestion macroéconomique afin d'atteindre l'objectif de la stabilité

financière. Concomitamment à la stabilité macroéconomique, le climat des affaires visant l'impulsion de l'investissement dans le pays s'est significativement amélioré, ces dernières années. Toutefois, le Gouvernement surveille de près l'évolution de l'économie nationale, tenant compte, dans ce cas, des fluctuations persistantes et imprévisibles de l'économie mondiale. « En dépit du contexte mondial qui demeure très volatile et très réactif aux tensions économiques, et géopolitiques, le Gouvernement algérien, à travers sa politique économique engagée ces dernières années, a mis en place des mécanismes adéquats visant une diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, afin d'engager l'Algérie sur la voie d'un développement économique résilient, inclusif et solidaire », a indiqué M. Faid, selon le communiqué du ministère de tutelle. D'importants chantiers de réformes structurelles ont été finalisés cette année, visant à mettre l'économie sur un sentier de croissance résilient et durable, a indiqué le ministre, évoquant, dans ce sillage, « la mise en œuvre du nouveau code de l'investissement dont les principales mesures visent à développer les secteurs d'activités prioritaires, assurer un développement territorial durable et équilibré, valoriser les ressources naturelles, favoriser le transfert technologique et développer l'innovation et l'économie de la connaissance ». Le ministre a, également, évoqué, les mesures prises par le Gouvernement en vue d'assurer une coordination étroite et efficace entre la politique budgétaire et monétaire visant à renforcer la résilience économique et financière du pays...

Finalisation en cours du texte de loi encadrant le partenariat public privé Il a été procédé, dans ce cadre, à la modification du cadre législatif. Le ministre a cité : « la nouvelle loi monétaire et bancaire qui vise à renforcer les mécanismes de suivi et de contrôle, à travers la création de nouveaux comités notamment celui de la stabilité financière, lesquels seront chargés du contrôle macro-prudentiel et de la gestion des crises, la promulgation de la nouvelle loi sur la compatibilité publique et la mise en œuvre de la nouvelle loi organique des lois de finances, basées sur la modernisation des systèmes budgétaires visant l'accroissement de la performance de la gestion publique ». Il a noté que « le texte portant encadrement et développement du partenariat public privé est en cours de finalisation ». Ces réformes profondes ont permis « l'amélioration des agrégats macro-économiques du pays qui s'est engagé dans une démarche de diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, en dépit du contexte mondial qui demeure très volatile », a précisé le ministre, affirmant que « dans le cadre d'une vision stratégique, le Gouvernement cible le développement des secteurs porteurs de croissance économique en encadrant le commerce extérieur, en stimulant les

exportations hors hydrocarbures et en rationalisant les importations sans nuire à la production nationale ».

Le Gouvernement est déterminé à poursuivre la mise en œuvre « du programme de réformes et de modernisation qui touche tous les aspects des finances publiques et ce, à travers la modernisation de l'administration publique, la refonte de ses modes de gestion, l'accélération de la transformation numérique et la modernisation du système statistique national », a déclaré le ministre. M. Faïd a défendu la nouvelle vision stratégique de l'Algérie visant à relever les principaux défis de la stabilisation macroéconomique du pays, des changements climatiques et de la diversification économique pour faire sortir le pays de sa dépendance aux hydrocarbures. Le chargé de mission pour l'Algérie du FMI a salué ces efforts et a exprimé la volonté du FMI à accompagner l'Algérie dans ce processus de réformes financières et structurelles ambitieux.



Faïd préside à Alger la réunion technique d'ouverture de la mission du FMI.



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé jeudi à Alger, la réunion technique d'ouverture de la mission du Fonds Monétaire International (FMI) au titre de l'article IV, conduite par Chris Geiregat, Chef de mission pour l'Algérie, département Moyen-Orient et Asie Centrale, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, le ministre a notamment mis l'accent sur l'amélioration des agrégats macro-économiques du pays qui s'est engagé dans une démarche de diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, en dépit du contexte mondial qui demeure très volatil, selon le communiqué.

« En dépit du contexte mondial qui demeure très volatil et très réactif aux tensions économiques, et géopolitiques, le gouvernement algérien, à travers sa politique économique engagée ces dernières années, a mis en place des mécanismes adéquats visant une diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, afin d'engager l'Algérie sur la voie d'un développement économique résilient, inclusif et solidaire », a souligné le ministre, cité dans le communiqué.

Evoquant les leviers de la relance économique, M. Faïd a ajouté que « dans le cadre d'une vision stratégique, le gouvernement cible le développement des secteurs porteurs de croissance économique en encadrant le commerce extérieur, en stimulant les exportations hors hydrocarbures et en rationalisant les importations sans nuire à la production nationale ».

Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur la poursuite du programme de réformes et de modernisation qui touche tous les aspects des finances publiques et ce, à travers la modernisation de l'administration publique, la refonte de ses modes de gestion, l'accélération de la transformation numérique et la modernisation du système statistique national.

Evoquant les retombées de la pandémie du COVID-19 et ses conséquences sur l'économie nationale, le ministre a souligné que « l'Algérie poursuit la consolidation de ses équilibres internes et externes comme suite aux mesures prises par les autorités algériennes qui visent à atténuer les retombées de ladite pandémie. Celles-ci comprennent, notamment le soutien budgétaire aux entreprises et aux ménages vulnérables et le maintien des politiques monétaires accommodantes pour le maintien de l'activité économique ».

Il a relevé à ce titre que « ces mesures ont permis le redressement de l'économie nationale, perçu à travers l'amélioration des agrégats macro-économiques et des comptes de l'Etat qui s'est traduit en 2022 par une quasi stabilité de la croissance économique qui est passée de +3,4% en 2021 à +3,2% en 2022, avec une prévision de croissance de +5,3% en 2023 », selon le communiqué.

Ce redressement de l'économie nationale « s'est traduit, aussi, par une hausse importante des exportations, l'amélioration des réserves de changes et du solde du trésor », indique encore le ministre des Finances, ajoutant que la conjoncture économique et financière nationales se caractérisera notamment, à fin 2023 comparativement à l'année 2022, par le maintien du solde positif de la balance commerciale, la stabilisation des réserves de changes, et l'augmentation des recettes budgétaires.

Finances : Laaziz Faid a présidé une réunion technique avec le représentant du FMI.



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé la réunion technique d'ouverture de la mission du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Chris Geirigat, chef de la mission pour l'Algérie, département Moyen-Orient et Asie centrale, selon une déclaration du ministère.

La même source a ajouté que le ministre avait souligné à cette occasion l'amélioration des résultats macroéconomiques du pays, qui s'est engagé dans l'effort de diversification de l'économie, spécialement les exportations hors hydrocarbures, malgré la conjoncture mondiale qui reste très volatile.

Le ministre a poursuivi : « malgré la conjoncture mondiale qui reste très volatile et très réactive aux évolutions économiques et géopolitiques, le gouvernement algérien a, à travers la politique économique qu'il a engagé ces dernières années, mis en place des mécanismes appropriés visant à diversifier l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, afin de mettre l'Algérie sur la voie d'un développement économique durable, global et solidaire ».

Abordant les éléments de la relance économique, Laaziz Faid a expliqué que « dans le cadre d'une vision stratégique, le gouvernement vise à développer les secteurs qui contribuent au développement économique, notamment en régulant le commerce extérieur, en stimulant les exportations hors carburant et en rationalisant les importations sans nuire au niveau national de production ».

A cet égard, il a souligné la poursuite du programme de réforme et de modernisation qui inclut tous les aspects des finances publiques, à travers la modernisation de l'administration publique, la réforme de ses méthodes de gestion, l'accélération de la transformation numérique et la modernisation du système statistique national.

Il a également pointé les effets de l'épidémie de Covid 19 et ses conséquences sur l'économie nationale, soulignant que « l'Algérie continue de renforcer ses équilibres internes et externes, notamment au regard des mesures prises par les autorités algériennes visant à atténuer les effets de cette crise de la pandémie, et cette dernière garantit notamment un soutien financier aux institutions et aux familles fragiles et la préservation des politiques monétaires appropriées pour maintenir l'activité économique».

A cet égard, il a rappelé : « ces mesures ont permis la relance de l'économie nationale, notamment par l'amélioration des agrégats macroéconomiques et des comptes de l'État, ce qui s'est traduit en 2022 par une stabilité quasi totale de la croissance économique, qui est passée de +3,4% en 2021 à +3,2% en 2022 avec une croissance attendue de +5,3% en 2023. ».

De son côté, le chef de la mission du Fonds monétaire international en Algérie a exprimé sa « satisfaction du partenariat qui unit son institution en Algérie », soulignant la disponibilité du Fonds à continuer d'accompagner l'Algérie dans les réformes qu'elle a entreprises en vue d'assurer la sécurité sociale et économique, la stabilité économique, « ce qui créerait le terrain nécessaire à l'investissement et augmenterait la dynamique de croissance et consoliderait la transparence à travers l'assistance technique et le conseil».

FIBLADI

Mission du Fonds Monétaire International : Laaziz Faid préside à Alger la réunion d'ouverture

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé jeudi à Alger, la réunion technique d'ouverture de la mission du Fonds Monétaire International (FMI) au titre de l'article IV, conduite par Chris Geiregat, Chef de mission pour l'Algérie, département Moyen-Orient et Asie Centrale, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, le ministre a notamment mis l'accent sur l'amélioration des agrégats macro-économiques du pays qui s'est engagé dans une démarche de diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, en dépit du contexte mondial qui demeure très volatil, selon le communiqué.

"En dépit du contexte mondial qui demeure très volatil et très réactif aux tensions économiques, et géopolitiques, le gouvernement algérien, à travers sa politique économique engagée ces dernières années, a mis en place des mécanismes

adéquats visant une diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, afin d'engager l'Algérie sur la voie d'un développement économique résilient, inclusif et solidaire", a souligné le ministre, cité dans le communiqué.

Evoquant les leviers de la relance économique, M. Faïd a ajouté que "dans le cadre d'une vision stratégique, le gouvernement cible le développement des secteurs porteurs de croissance économique en encadrant le commerce extérieur, en stimulant les exportations hors hydrocarbures et en rationalisant les importations sans nuire à la production nationale".

Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur la poursuite du programme de réformes et de modernisation qui touche tous les aspects des finances publiques et ce, à travers la modernisation de l'administration publique, la refonte de ses modes de gestion, l'accélération de la transformation numérique et la modernisation du système statistique national.

Evoquant les retombées de la pandémie du COVID-19 et ses conséquences sur l'économie nationale, le ministre a souligné que "l'Algérie poursuit la consolidation de ses équilibres internes et externes comme suite aux mesures prises par les autorités algériennes qui visent à atténuer les retombées de ladite pandémie. Celles-ci comprennent, notamment le soutien budgétaire aux entreprises et aux ménages vulnérables et le maintien des politiques monétaires accommodantes pour le maintien de l'activité économique".

Il a relevé à ce titre que "ces mesures ont permis le redressement de l'économie nationale, perçu à travers l'amélioration des agrégats macro-économiques et des comptes de l'Etat qui s'est traduit en 2022 par une quasi stabilité de la croissance économique qui est passée de +3,4% en 2021 à +3,2% en 2022, avec une prévision de croissance de +5,3% en 2023", selon le communiqué.

Ce redressement de l'économie nationale "s'est traduit, aussi, par une hausse importante des exportations, l'amélioration des réserves de changes et du solde du trésor", indique encore le ministre des Finances, ajoutant que la conjoncture économique et financière nationales se caractérisera notamment, à fin 2023 comparativement à l'année 2022, par le maintien du solde positif de la balance commerciale, la stabilisation des réserves de changes, et l'augmentation des recettes budgétaires.

L'Algérie expose sa stratégie économique au FMI



Les réformes engagées par l'Algérie dans l'optique de rendre son économie diversifiée et attractive, ainsi que les bons indicateurs économiques du pays ont été exposés par le ministre des Finances, lors de la réunion technique d'ouverture de la mission du Fonds Monétaire international (FMI), jeudi à Alger.

Le ministre a surtout fait savoir que le texte portant encadrement du partenariat public-privé est en cours de finalisation.

Laaziz Faid a ainsi mis l'accent sur l'amélioration des agrégats macro-économiques du pays qui s'est engagé dans une démarche de diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, en dépit du contexte mondial qui demeure très volatil, selon le communiqué du département des Finances.

« En dépit du contexte mondial qui demeure très volatil et très réactif aux tensions économiques, et géopolitiques, le gouvernement algérien, à travers sa politique économique engagée ces dernières années, a mis en place des mécanismes adéquats visant une diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, afin d'engager l'Algérie sur la voie d'un développement économique résilient, inclusif et solidaire », a souligné le ministre, évoquant les leviers de la relance économique. Il a dans ce sens souligné la vision stratégique du gouvernement qui cible le développement des secteurs porteurs de croissance économique en encadrant le commerce extérieur, en stimulant les exportations

hors hydrocarbures et en rationalisant les importations pour ne pas nuire à la production nationale.

Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur la poursuite du programme de réformes et de modernisation qui touche tous les aspects des finances publiques et ce, à travers la modernisation de l'administration publique, la refonte de ses modes de gestion, l'accélération de la transformation numérique et la modernisation du système statistique national, signalant aussi les mesures prises pour contenir les retombées de la pandémie du Covid-19 et limiter son impact sur l'économie nationale.

« L'Algérie poursuit la consolidation de ses équilibres internes et externes comme suite aux mesures prises par les autorités algériennes qui visent à atténuer les retombées de ladite pandémie », a expliqué le ministre. Selon lui, ces mesures ont permis le redressement de l'économie nationale, perçu à travers l'amélioration des agrégats macro-économiques et des comptes de l'Etat qui s'est traduit en 2022 par une quasi stabilité de la croissance économique qui est passée de +3,4% en 2021 à +3,2% en 2022, avec une prévision de croissance de +5,3% en 2023.

Ce redressement de l'économie nationale s'est traduit, aussi, selon le ministre, par une hausse importante des exportations, l'amélioration des réserves de changes et du solde du Trésor, ajoutant que la conjoncture économique et financière nationales se caractérisera notamment, à fin 2023 comparativement à l'année 2022, par le maintien du solde positif de la balance commerciale, la stabilisation des réserves de changes, et l'augmentation des recettes budgétaires.

Faid a par ailleurs évoqué les chantiers de réformes structurelles finalisés cette année, visant à mettre l'économie sur une croissance résiliente et durable. Il a notamment souligné la mise en œuvre du nouveau code de l'investissement, de la nouvelle loi monétaire et bancaire, la promulgation de la nouvelle loi sur la compatibilité publique et la mise en œuvre de la nouvelle loi organique des lois de finances. Le ministre a surtout fait savoir que le texte portant encadrement et développement du partenariat public-privé est en cours de finalisation.

De son côté, le Chef de mission pour l'Algérie, département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI, Chris Geiregat, a réitéré la disposition du Fonds à « poursuivre son accompagnement au processus de réformes engagé par notre pays qui vise à instaurer la stabilité sociale et économique et qui contribue à fournir le terrain nécessaire pour les investissements, à stimuler le rythme de la croissance et à consacrer la transparence et ce, à travers les actions d'assistance technique et de conseil ».

L'institution financière en mission à Alger Faïd face au FMI



Le redressement de l'économie nationale s'est traduit par une hausse importante des exportations.

Dans l'optique de renforcer l'ancrage de l'économie nationale et rendre plus visibles les nouvelles capacités de l'Algérie dans le domaine du développement, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a tenu à préciser lors de la conduite par Chris Geiregat, chef de mission pour l'Algérie, département Moyen-Orient et Asie centrale, qu' «En dépit du contexte mondial qui demeure très volatil et très réactif aux tensions économiques et géopolitiques, le gouvernement algérien, à travers sa politique économique engagée ces dernières années, a mis en place des mécanismes adéquats visant une diversification de l'économie, notamment les exportations hors hydrocarbures, afin d'engager l'Algérie sur la voie d'un développement économique résilient, inclusif et solidaire». Des avancées qui permettent à la destination «Algérie» de connaître un essor à moyen et long terme, susceptible d'assurer une position forte sur les grandes manifestations économiques. Il faut dire que dans cette conjoncture où les indicateurs économiques sont passés au vert en un temps très court, coïncident avec une nouvelle configuration de l'ordre mondial, dictée par les derniers développements géostratégiques, et notamment par l'importance grandissante du marché africain. Dans cette configuration, l'Algérie présente des arguments économiques qui lui permettent de donner à ces avancées une portée et une dimension économique, à même de confirmer son rang de leader régional. Dans ce sillage, le ministre a tenu à expliquer que «ce redressement de l'économie nationale s'est traduit, aussi, par une hausse importante des exportations, l'amélioration des réserves de change et du solde du Trésor. La conjoncture économique et financière nationale se caractérisera, notamment à fin 2023 comparativement à l'année 2022, par le maintien du solde positif de la balance commerciale, la stabilisation des réserves de change, et l'augmentation

des recettes budgétaires». Des résultats engendrés par l'importance des chantiers de réformes, qui ont abouti à la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement, la mise en place de nouveaux paradigmes de gestion et de développement. Ces derniers ont permis de relancer les secteurs stratégiques, et d'ouvrir des champs d'activité de première importance, tels que l'économie de la connaissance, la numérisation et l'innovation.

Il va sans dire, cependant que ce n'est que le début d'un long parcours, avant d'arrimer l'économie nationale au concert des nations. Mais il n'en demeure pas moins qu'au demeurant, les effets des changements profonds opérés, commencent à avoir une incidence hautement positive, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Une crédibilité synonyme d'attractivité qui annonce l'émergence d'une ère économique nouvelle, où l'essor de l'Algérie est incontestable. C'est dans cet ordre d'idées que le chef de mission pour l'Algérie du FMI a exprimé son «appréciation à l'égard du partenariat de son institution avec l'Algérie et a réitéré la disposition du Fonds à poursuivre son accompagnement au processus de réformes engagé par notre pays qui vise à instaurer la stabilité sociale et économique et contribue à fournir le terrain nécessaire pour les investissements, à stimuler le rythme de la croissance et à consacrer la transparence et ce, à travers les actions d'assistance technique et de conseil».



Des réalisations et des manques en 2023 Benabderrahmane face à son bilan

À quelques mois de la clôture d'une année annoncée comme étant celle du renforcement de la sécurité alimentaire et sanitaire, a priori, le gouvernement Benabderrahmane semble avoir encore du pain sur la planche. Beaucoup de chantiers avaient été annoncés par le chef de l'Exécutif, il y a près d'une année de cela, visant à renforcer la croissance économique, à diversifier l'économie nationale et à l'affranchir de la dépendance aux revenus des hydrocarbures. S'il est vrai que beaucoup d'actions ont été accomplies dans le sens d'un redressement et d'un renforcement de l'économie nationale, il n'en demeure pas moins que les résultats enregistrés restent mitigés et à parfaire, en tout cas. On s'en rappelle, le Premier ministre avait, en janvier 2023, à l'occasion des vœux du

Nouvel An, appelé les membres de son gouvernement à accélérer le rythme de travail.

Pour Benabderrahmane, une telle directive aux membres du gouvernement découlait d'une «approche économique qui place au coeur de ses priorités l'amélioration des conditions de vie des citoyens», affirmait-il. Plus de neuf mois se sont écoulés depuis et cependant, le gouvernement est encore aux prises avec et des lenteurs et des insuffisances à combler. A priori, c'est le pouvoir d'achat des citoyens qui fait la une des débats et des doléances formulées par le citoyen, à travers les différents supports de la presse nationale. Cela étant, en plus des denrées alimentaires et des produits de large consommation, l'inflation s'est propagée à d'autres produits de secteurs, gangrenant davantage le niveau de vie des ménages. Pourtant, le gouvernement a consenti des augmentations salariales qui ont, relativement, ralenti les effets de cette inflation. L'une des raisons qui ont conduit à la hausse des prix des produits de consommation, la spéculation et le dérèglement des mécanismes de régulation du marché national. Cela est d'autant plus déconcertant, que la FAO vient de publier l'indice des prix des produits alimentaires, qui est tombé à son plus bas depuis deux années. Autour de cette problématique chronique, au moins quatre secteurs sont interpellés de manière directe, à savoir les finances, l'agriculture, le commerce et l'industrie. Force est de constater que les deux secteurs, les plus concernés par cette fâcheuse situation, en l'occurrence l'agriculture et le commerce, peinent à trouver les solutions adéquates. Le gouvernement Benabderrahmane est également attendu sur d'autres chantiers, tels que le développement des exportations hors hydrocarbures et de l'investissement privé national et international IDE. La cadence des exportations reste en deçà des attentes et des résultats attendus, tant il est vrai que des obstacles multiples persistent, malgré la richesse des mécanismes introduits, en vue de booster la cadence des exportations. À ce propos, il n'est pas vain de souligner la faiblesse du taux de développement des partenariats public-privé, censés pourtant susciter la relance de l'économie et des investissements. Des partenariats censés renforcer le taux de croissance de l'économie nationale, conformément aux recommandations des experts et des organismes nationaux et internationaux, dont le Cnese et le FMI. Le gouvernement devait également axer son action sur les filières et les domaines dotés d'importantes capacités d'exportation, afin de rehausser leurs poten D'autres chantiers semblent traîner le pas, notamment en matière de politique commerciale en soutien aux exportations hors hydrocarbures, de valorisation de la production nationale et de rationalisation des importations. Dans ce dernier volet,

des opérateurs se sont plaints de lenteurs bureaucratiques et de lourdeurs dans les procédures administratives, freinant tout le potentiel d'anticipation et de prévoyance du marché national. La modernisation de l'administration et de la fonction publique figurent également en pole position, étant donné le rôle primordial de ce secteur dans l'accompagnement et la promotion des investissements et des exportations. Cela sans oublier l'axe relatif à la modernisation des mécanismes et des instances gouvernementales spécialisées dans l'accompagnement des exportateurs. Parallèlement, même si des progrès remarquables sont enregistrés dans certains secteurs, comme celui des finances, d'autres départements méritent d'être mis à niveau et réévalués. Au registre de la modernisation du système bancaire et financier et l'intégration du secteur informel dans le circuit légal, beaucoup d'efforts restent à déployer. Au chapitre de la gouvernance des entreprises publiques, force est d'admettre que les bonnes formules peinent à se faire jour. Sur un autre plan, l'Algérie peut se targuer d'avoir lancé un certain nombre de projets structurants, notamment dans le domaine minier où il est attendu des investissements gigantesques devant considérablement changer la donne.



Elle prend les commandes de la numérisation Benmouloud en task-force.

L'Exécutif semble avancer à pas sûrs vers les objectifs tracés.

La nomination de Mme Meriem Benmouloud par le président de la République, au poste de haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, n'a pas manqué de prendre de court plus d'un parmi les observateurs de la scène politique nationale. Cela est d'autant plus important, que le président de la République avait astreint certains départements ministériels, jugés névralgiques, à des délais fixés pour une généralisation de la numérisation. Faut-il le concéder, les Impôts, les Domaines et les Douanes qui sont ciblés par ce processus, peuvent être perçus comme étant les fers de lance de la numérisation par rapport aux autres secteurs ministériels. Il y a lieu de s'interroger sur l'état des lieux de cet ultimatum, lancé par le Président à l'égard de l'ensemble des secteurs, en vue de procéder à la numérisation de leurs services respectifs. En effet, où en est-t-on exactement pour ce qui est du bilan de la numérisation exigée par Tebboune aux différents

départements

ministériels?

Bien que des avancées notables soient enregistrées, en matière de numérisation touchant différents secteurs, l'évolution globale reste mitigée suivant le degré de performance de chaque secteur. D'où ce choix sur la personne de la ministre de la Numérisation et des Statistiques pour piloter le nouvel instrument institutionnel, mis en place par la présidence de la République, aux fins de réguler ce secteur vital pour l'économie nationale. En revanche, le choix de Mme Benmouloud renseigne-t-il sur la performance et le degré de maîtrise de cette habituée des réseaux informatiques et des systèmes d'informations? En poste en qualité de ministre de la Numérisation et des Statistiques, Mme Benmiloud semble bien connaître son affaire, étant donné le bilan des actions entreprises et des programmes bilatéraux lancés, conjointement avec d'autres secteurs ciblés. Avec une approche consultative et participative en direction de tous les secteurs, en vue d'élaborer une stratégie de transition numérique, la ministre semble avancer à pas sûrs vers ses objectifs tracés. Benmouloud est-elle en train de réussir ce que ses prédécesseurs n'ont pu accomplir au cours de leurs mandats respectifs? En tout cas, une chose est sûre, l'action de cette jeune ministre semble satisfaire le chef de l'État, qui lui a renouvelé sa confiance, en lui accordant le pilotage du dernier-né institutionnel, chargé de dessiner et de superviser l'ensemble du processus national de numérisation. Dans cette optique, il est important de rappeler les réunions de coordinations et les programmes conjoints, visant à mettre en place et à renforcer les systèmes d'information intégrés des différents secteurs. Le processus de numérisation lancé et supervisé par l'État, vise avant tout à disposer d'une information réelle et exhaustive autant de l'appareil économique, mais aussi des autres sphères, toutes aussi névralgiques, que déterminantes, tels que le volet social, technologique, culturel, anthropologique, etc. La numérisation vise, en fait, à mettre en place tous les mécanismes relatifs aux statistiques, en vue de créer un système national des statistiques pour produire, actualiser et traiter l'information réelle. «La numérisation offrira une vision plus précise sur les capacités de l'économie nationale... La numérisation complète de l'économie permettrait de fournir toutes les données nécessaires à la prise de décision, à même de permettre un accès précis à la liste des producteurs et de leurs produits, ainsi qu'aux quantités qu'ils produisent, et aux filières dans lesquelles il faudrait investir», confiait le président de la République, lors d'une rencontre avec les représentants de la presse nationale. L'action de Benmouloud s'est concentrée, ces derniers mois, à renforcer la position des secteurs qui constituent des vecteurs importants dans le processus de numérisation, mais aussi dans la valorisation des

systèmes de recensement national. La ministre a multiplié les plans d'actions conjoints et multi-sectoriels, en vue d'assurer un accompagnement dans la concrétisation de la stratégie de numérisation des différents secteurs ministériels. Prodiguant formation, accompagnement et appui aux autres secteurs, Benmouloud a démontré, si besoin, qu'elle était à la hauteur des engagements pris et de la confiance placée en elle par le premier magistrat du pays.



Annoncée, hier, par le ministre de l'Intérieur Prochaine rencontre gouvernement-walis

Le Président qui a habitué les Algériens à son franc-parler, évoquera sans fioriture l'état de la nation.

Le ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, a révélé, hier dans son allocution lors de l'installation du nouveau wali de Blida, que la prochaine réunion gouvernement-walis interviendra sous peu, dans la foulée de la rentrée sociale. Merad a précisé qu' à l'issue des rentrées scolaire et universitaire, le président de la République réunira les 58 walis. À l'ordre du jour, il y a principalement le taux de mises en oeuvre sur le terrain des décisions prises lors de la rencontre gouvernement-walis de janvier dernier. Un bilan nécessaire, compte tenu des urgences signalées et surtout de l'impératif d'impulser des actions de développement local à travers l'ensemble des wilayas du pays. La levée des contraintes sur les projets d'investissement, la récupération des fonciers industriel et agricole non utilisés et la dynamique censée accompagner l'installation des guichets uniques pour les investisseurs à l'intérieur du pays, constituent autant d'indices susceptibles de signaler les wilayas performantes. Cette traditionnelle rencontre, qui met les responsables locaux face à l'autorité centrale, constitue une importante séquence de la rentrée sociale, en ce sens qu'elle donne au président de la République l'occasion de donner le ton à ce que sera l'année 2024, en matière de développement, mais aussi de vision et de perspectives, tant au plan intérieur qu'au niveau régional et international. Il est, à ce propos, souligné l'opportunité que s'offre la République dans ce débat interne, mais ouvert à l'ensemble de la communauté nationale, de signaler les insuffisances, marquer les succès et placer les balises d'une avancée dans tous les domaines.

Il est entendu que cette rencontre, qui met les walis face à leurs responsabilités et où il leur est systématiquement enjoint d'écouter le citoyen, d'être à son service,

est un grand moment de transparence. Le président de la République qui a habitué les Algériens à son franc-parler, évoquera sans fioriture l'état de la nation, dans tous les secteurs. Un bilan sera fait, avec ses points forts et ses points faibles. Des perspectives seront esquissées, appuyées par des instructions fermes du chef de l'État à l'intention des 58 walis de la République. Les résultats réclamés aux walis ne sauraient soustraire le gouvernement de sa responsabilité dans la dynamique du développement de tous les pays. Des projets structurants dans les énergies, notamment vertes, au dessalement de l'eau de mer, en passant par le recyclage de cette eau et l'élaboration de textes législatifs clairs sur les fonciers économique, agricole et touristique, l'Exécutif est, lui aussi, tenu de ne pas laisser des opportunités lui échapper, surtout dans les industries mécanique, électronique et dans l'électroménager.

Dans ce registre, les cahiers des charges promis par le gouvernement n'ont pas été tous libérés. Des dizaines de milliers d'emplois sont en attente dans l'industrie. Cela sans oublier les faramineux investissements projetés par un géant malaisien de l'industrie minière. Six milliards de dollars attendent la promulgation de la loi sur le foncier économique. C'est dire que l'Algérie est un immense chantier qui nécessite une mobilisation permanente des autorités centrales et locales. La réunion gouvernement-walis sert à marquer la responsabilité des uns et des autres. Elle est également destinée au citoyen pour qu'il puisse évaluer lui-même l'état de son pays et savoir que «l'alpha et l'omega de la République», c'est lui, comme le souligne le président de la République avec forte conviction.



Coopération Algérie-Union européenne Où en est-on?

Le président de la République avait donné des instructions, en octobre 2021, pour revoir les dispositions de l'Accord d'association avec l'UE, «clause par clause».

Le «correctif» exigé par le chef de l'État trouve sa raison dans le déséquilibre des échanges commerciaux largement en faveur de l'Europe. Le bilan de 10 années d'échanges commerciaux confirme ce constat. Les chiffres sont éloquentes. Entre 2005 et 2015 les exportations algériennes hors hydrocarbures vers l'Union européenne n'ont pas atteint 14 milliards de dollars tandis que les importations en provenance du continent européen, se sont élevées à 220 milliards de dollars. L'Algérie qui a demandé à de nombreuses reprises de renégocier le texte, estimant

à juste titre que l'accord lui est largement défavorable, a refusé de le ratifier sous sa forme initiale. Signifiant au passage à l'UE de ne pas respecter la partie de l'accord relative aux transferts de technologies, à la circulation et lui reprochant de ne pas avoir incité les entreprises européennes à investir en Algérie. Instauration dans ces conditions d'une zone de libre-échange devenait suicidaire pour l'économie nationale. Les «réajustements» souhaités par l'Algérie allaient cependant rester en stand-by. Le président du Conseil européen, Charles Michel avait pourtant évoqué, le 5 septembre 2022, soit un peu plus d'une année, la nécessité de la révision de l'Accord d'association qui lie l'Union européenne à l'Algérie à l'issue de l'audience que lui a accordée le chef de l'État. Abdelmadjid Tebboune avait donné, en octobre 2021, des instructions pour revoir les dispositions de l'accord d'association avec l'UE, «clause par clause», en fonction d'une vision souveraine et d'une approche «gagnant-gagnant», en tenant compte de l'intérêt du produit national en vue de créer un tissu industriel et des emplois. L'Algérie étant devenue terre d'investissements constitue une opportunité pour les investisseurs étrangers. Force est de constater que le bloc des 27 hormis le secteur des hydrocarbures n'ont pas manifesté grand intérêt à des projets d'envergure mondiale à l'instar du gisement de fer de Ghar Djebilet, de phosphate de Bir El Ater à Tébessa, de la mine de zinc-plomb d'Amizour (Béjaïa) ou du port d'El Hamdania à Cherchell. Des ressources, des richesses inouïes qui de surcroît offrent des opportunités d'investissements de premier plan. Une donne nouvelle qui doit accoucher d'une coopération plus équilibrée avec le Vieux Continent. L'Algérie ambitionne d'exporter pour 13 milliards de dollars de produits hors hydrocarbures. Et ce n'est vraisemblablement pas en Europe qu'ils trouveront preneurs. L'Algérie s'est tournée vers la terre d'Afrique, son berceau originel. Les opportunités qu'offrent la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) doivent contribuer à relever ce challenge. «Dans le but d'encourager le commerce interafricain, notamment à travers la promotion de nos produits nationaux qui sont compétitifs et prometteurs, de manière à contribuer au soutien et au renforcement de la position de notre économie nationale sur le continent africain, les opérateurs économiques algériens sont invités à se préparer à accéder à de nouveaux marchés du continent en profitant de la Zlecaf et de toutes les opportunités offertes à cet égard», avait écrit le ministre du Commerce Tayeb Zitouni sur sa page Facebook. L'Algérie a, il faut le rappeler, souligné la nécessité de s'orienter vers des investissements progressifs dans les domaines de la transformation des matières premières, des industries textiles et de la double production pour créer de la valeur ajoutée, comme première étape dans l'activation de la Zlecaf.

Tout en se solidarisant avec les frères marocains endeuillés par un violent séisme

L'Algérie ouvre son espace aérien

Bilan provisoire : 1037 morts et 1200 blessés. L'Algérie pleinement disposée à mobiliser tous les moyens matériels et humains en solidarité avec le peuple marocain. Le séisme a atteint l'intensité de 7 sur l'échelle de Richter.

Soutien et solidarité sans faille au peuple frère marocain. En ces moments tragiques que subit le Maroc voisin endeuillé par un violent séisme qui a causé, selon un bilan provisoire, la mort de plus de 1000 personnes, le peuple algérien s'identifie à son référent de nation solidaire. Les autorités algériennes l'ont démontré, hier, en exprimant leur entière disponibilité à toute sorte d'aide humaine et matérielle aux frères marocains. Fidèle à ses traditions, l'Algérie a, dès les premières informations, annonçant ce terrible drame, mobilisé des éléments de la Protection civile très aguerris à ce genre de situation et mis en place les mécanismes nécessaires pour acheminer, des secouristes, des médecins... mais aussi des vivres, du matériel médical, des tentes...C'est dans ce sillage qu'a été décidé l'ouverture de l'espace aérien aux vols transportant des aides humanitaires et des blessés du séisme. «Les hautes autorités algériennes ont décidé d'ouvrir l'espace aérien aux vols pour le transport des aides humanitaires et des blessés», suite au «violent séisme» qui a frappé ce pays, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. Les autorités algériennes se sont dites «pleinement disposées à fournir des aides humanitaires et à mobiliser tous les moyens matériels et humains en solidarité avec le peuple marocain frère, en cas de demande du Royaume du Maroc», a souligné le communiqué de la Présidence.

أبرز مؤشرات التحسن الاقتصادي والإصلاحات الكبرى

وزير المالية يلتقي بعثة صندوق النقد الدولي إلى الجزائر



ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، الخميس بالجزائر العاصمة، الاجتماع التقني لافتتاح بعثة صندوق النقد الدولي في إطار المادة الـ4، التي يقودها كريس غيرغات، رئيس بعثة الجزائر، التابعة لقسم الشرق الأوسط وآسيا الوسطى، حسب ما أفاد به بيان للوزارة.

وأضاف المصدر، أن [الوزير](#) قد أكد، بهذه المناسبة، على تحسين مجاميع الاقتصاد الكلي للبلاد التي التزمت بمسعى تنويع الاقتصاد، لاسيما الصادرات خارج المحروقات، رغم الظرف العالمي الذي يبقى متقلبا للغاية.

وفي معرض تطرقه لمقومات الإنعاش الاقتصادي، أوضح فايد أنه “في إطار نظرة إستراتيجية، فإن الحكومة تهدف إلى تطوير القطاعات المساهمة في التنمية الاقتصادية لاسيما عبر تأطير التجارة الخارجية وتنشيط الصادرات خارج المحروقات، وترشيد الواردات دون الإضرار بالإنتاج الوطني.”

وشدّد في هذا الخصوص، على مواصلة برنامج الإصلاحات والعصرنة التي تشمل جميع جوانب المالية العمومية، وذلك عبر عصرنة الإدارة العمومية وإصلاح طرق تسييرها وتسريع التحول الرقمي وتحديث المنظومة الوطنية للإحصاء.

كما أشار إلى آثار وباء “كوفيد 19” ونتائجه على الاقتصاد الوطني، مؤكداً على أن “الجزائر تواصل تعزيز توازناتها الداخلية والخارجية لاسيما فيما يخص الإجراءات التي اتخذتها السلطات الجزائرية الهادفة

إلى التخفيف من آثار تلك الجائحة، وتضمن هذه الأخيرة خاصة الدعم المالي للمؤسسات والعائلات الهشة والحفاظ على السياسات النقدية المناسبة للإبقاء على النشاط الاقتصادي.

وأوضح في هذا الصدد، أن "تلك الإجراءات قد سمحت بإنعاش الاقتصاد الوطني لاسيما عبر تحسين مجاميع الاقتصاد الكلي وحسابات الدولة، التي انعكست في سنة 2022، عبر استقرار كلي تقريبا للنمو الاقتصادي الذي انتقل من 3.4 ٪ في سنة 2021 إلى 3.2 ٪ في سنة 2022 مع توقع نمو بـ5.3 ٪ في سنة 2023"، يضيف ذات البيان.

وتابع الوزير قائلا إن هذا الانتعاش للاقتصاد الوطني "قد انعكس كذلك من خلال ارتفاع هام للصادرات وتحسين احتياطات الصرف ورصيد الخزينة"، مضيفا أن الطرف الاقتصادي والمالي الوطني سيتميز، في نهاية سنة 2023 مقارنة بسنة 2022، ببقاء الرصيد الإيجابي للميزان التجاري واستقرار احتياطات الصرف وارتفاع مداخيل الميزانية.

وفي سياق حديثه عن ورشات الإصلاح الهيكلية المنجزة من أجل وضع الاقتصاد على طريق تنمية مستدامة وقوية، تطرق السيد فايد إلى بعض الورشات من بينها "تنفيذ القانون الجديد للاستثمار والذي ينص، بالخصوص، على تطوير قطاعات النشاطات ذات الأولوية وإقامة تنمية إقليمية مستدامة ومتوازنة، وتهيئة الموارد الطبيعية وتشجيع نقل التكنولوجيا وتطوير الابتكار واقتصاد المعرفة".

ويتعلق الأمر، كذلك، بالقانون النقدي والمصرفي الجديد الذي يهدف إلى تعزيز آليات المتابعة والتحكم من خلال إنشاء لجان جديدة، لاسيما في مجال الاستقرار المالي والتي سيقع على عاتقها تسيير الأزمات وإصدار القانون الجديد للمحاسبة العامة وتنفيذ القانون العضوي الجديد، المتعلق بقوانين المالية القائمة على عصنة أنظمة الميزانية من أجل رفع أداء التسيير العمومي.

وأشار نفس المصدر إلى أن القانون المتعلق بتأطير وتطوير الشراكة بين القطاعين العام والخاص، بلغ "مرحلته الأخيرة".

من جهته، عبّر رئيس بعثة [صندوق النقد الدولي](#) في الجزائر عن "ارتياحه للشراكة التي تجمع مؤسسته بالجزائر"، مؤكدا على استعداد الصندوق "الاستمرار في مرافقة الجزائر في الإصلاحات التي باشرتها، بهدف ضمان الاستقرار الاجتماعي والاقتصادي والذي من شأنه استحداث الأرضية اللازمة للاستثمار ورفع ديناميكية النمو، وترسيخ الشفافية من خلال المساعدات التقنية والنصائح"، حسب نفس المصدر.

النشروق
إخبارية وطنية

التحقيقات في فساد الشركة اللغز لتثبيت اللوحات بالعاصمة تكشف:

ابن شقيق بوتفليقة هو مالك "إمبراطورية الإشهار!"

توصلت التحقيقات الواسعة في ملف الفساد المتعلق بتجاوزات وفوضى تثبيت وتسويق اللوحات الإشهارية بالعاصمة، إلى أن المالك الحقيقي للشركة "اللغز"، المتخصصة في إنجازها وتثبيتها في الشوارع والطرق، وكذا بيع مساحات إشهارية، هو ابن أحد أشقاء الرئيس الراحل، عبد العزيز بوتفليقة.

ونقلت مصادر "الشروق"، أن صاحب الشركة المدعو "ح. م"، هو مجرد مسير فقط، بينما المالك الفعلي لهذه الشركة هو ابن شقيق الرئيس الراحل، عبد العزيز بوتفليقة، والذي حصد ملايين الدينارات، من خلال استفادته من عدة صفقات وكانت تحظى ب"الحصرية" في تسيير وتسويق جميع اللوحات الإشهارية، وكذا تثبيتها على مستوى العديد من ولايات الوطن، خاصة الجزائر العاصمة، وذلك خلال 17 سنة منذ سنة 2006، رغم أن الشركة مدانة بالملايير لعدة بلديات بالعاصمة، كما أنها لم تكن تدفع المستحقات المالية لولاية الجزائر والمقدرة بالملايير، ناهيك عن التهرب الجبائي بسبب عدم دفعها للضرائب، إلا أن هذه الأخيرة واصلت الاحتكار لكل ما هو إشهاري عبر الشوارع والطرق، بل حتى الطرق السريعة.

تبيد الملايير في تركيب وتثبيت اللوحات الإشهارية عبر الشوارع

وكشفت مصادرنا، أن قضية "البنزسة" في الإشهار، والتي يحقق فيها حاليا القطب الجزائري، الاقتصادي والمالي بسيدي أحمد، ستجر أزيد من 200 مسؤول على مستوى البلديات من فئة أمناء عامين ورؤساء وأعضاء المجالس الشعبية البلدية بعاصمة البلاد، بعد أن قام قاضي تحقيق الغرفة الثامنة لدى القطب الجزائري، الاقتصادي والمالي بسيدي أحمد، يومي 22 و23 أوت، بوضع عدة رؤساء بلديات سابقين وحاليين بالعاصمة تحت إجراء الرقابة القضائية، ويتعلق الأمر بكل من رئيس بلدية الأبيار السابق "ك. خ"، ورئيس بلدية الشراكة السابق "م. ع"، إلى جانب المدعو "ب. ع" رئيس بلدية سيدي أحمد السابق وكذا رئيس بلدية بلوزداد السابق "ف. ن"، إضافة إلى رئيس بلدية باب الزوار "د. أ" ورئيس بلدية المدنية "ح. ح" رفقة متهمين آخرين.

وتتراوح التهم الموجّهة للمتابعين في ملف الحال بين منح الامتيازات والرشوة ومنح الصفقات بالتراضي وإبرام عقود مخالفة للأحكام التشريعية والتنظيمية المعمول بها، والاستفادة من تأثير أعوان الهيئات الإدارية وجنحة المشاركة في تبيد أموال عمومية وغيرها من التهم.



فايد يترأس الاجتماع التقني لافتتاح بعثة صندوق النقد الدولي

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، يوم الخميس بالجزائر العاصمة، الاجتماع التقني لافتتاح بعثة صندوق النقد الدولي في إطار المادة ال4، التي يقودها كريس غيرغات رئيس بعثة الجزائر، التابعة لقسم الشرق الأوسط و آسيا الوسطى، حسبما افاد به بيان للوزارة.

وأضاف المصدر، أن الوزير قد أكد بهذه المناسبة على تحسين مجاميع الاقتصاد الكلي للبلاد التي التزمت بمسعى تنويع الاقتصاد، سيما الصادرات خارج المحروقات، رغم الظرف العالمي الذي يبقى متقلبا للغاية.

وتابع الوزير -يضيف ذات البيان- انه “على الرغم من الظرف العالمي الذي يبقى متقلبا جدا و شديد التفاعل مع التطورات الاقتصادية و الجيوسياسية فان الحكومة الجزائرية قد قامت عبر سياستها الاقتصادية التي باشرتها خلال السنوات الأخيرة بوضع اليات مناسبة تهدف الى تنويع الاقتصاد سيما الصادرات خارج المحروقات من اجل وضع الجزائر على طريق تنمية اقتصادية مستدامة و شاملة و متضامنة.”

وفي معرض تطرقه لمقومات الإنعاش الاقتصادي، أوضح فايد انه “في اطار نظرة استراتيجية فان الحكومة تهدف الى تطوير القطاعات المساهمة في التنمية الاقتصادية سيما عبر تأطير التجارة الخارجية و تنشيط الصادرات خارج المحروقات وترشيد الواردات دون الاضرار بالإنتاج الوطني.”

وشدد في هذا الخصوص على مواصلة برنامج الاصلاحات و العصرية التي تشمل جميع جوانب المالية العمومية و ذلك عبر عصرية الإدارة العمومية و اصلاح طرق تسييرها و تسريع التحول الرقمي و تحديث المنظومة الوطنية للاحصاء.

كما أشار الى اثار وباء كوفيد 19 و نتائجه على الاقتصاد الوطني مؤكدا على ان “الجزائر تواصل تعزيز توازاناتها الداخلية و الخارجية سيما فيما يخص الاجراءات التي اتخذتها السلطات الجزائرية الهادفة الى التخفيف من اثار تلك الجائحة وتضمن هذه الاخيرة خاصة الدعم المالي للمؤسسات و العائلات الهشة و الحفاظ على السياسات النقدية المناسبة للإبقاء على النشاط الاقتصادي.”

وأوضح في هذا الصدد ان “تلك الاجراءات قد سمحت بانعاش الاقتصاد الوطني سيما عبر تحسين مجاميع الاقتصاد الكلي وحسابات الدولة التي انعكست في سنة 2022 عبر استقرار كلي تقريبا للنمو الاقتصادي الذي انتقل من 3.4 + % في سنة 2021 الى 3.2 + % في سنة 2022 مع توقع نمو ب5.3 + % في سنة 2023.” يضيف ذات البيان.

وتابع الوزير قائلا ان هذا الانتعاش للاقتصاد الوطني “قد انعكس كذلك من خلال ارتفاع هام للصادرات و تحسين احتياطات الصرف و رصيد الخزينة” مضيفا ان الظرف الاقتصادي و المالي الوطني سيميز في نهاية سنة 2023 مقارنة بسنة 2022 ببقاء الرصيد الإيجابي للميزان التجاري و استقرار احتياطات الصرف و ارتفاع مداخل الميزانية.

القانون المتعلق بتأطير الشراكة بين القطاعين العام و الخاص

وفي سياق حديثه عن ورشات الاصلاح الهيكلية المنجزة من أجل وضع الاقتصاد على طريق تنمية مستدامة و قوية، تطرق السيد فايد الى بعض الورشات من بينها “تنفيذ القانون الجديد للاستثمار و

الذي ينص بالخصوص على تطوير قطاعات النشاطات ذات الأولوية واقامة تنمية اقليمية مستدامة و متوازنة و تثمين الموارد الطبيعية وتشجيع نقل التكنولوجيا و تطوير الابتكار و اقتصاد المعرفة.”

ويتعلق الأمر كذلك بقانون النقدي و المصرفي الجديد الذي يهدف إلى تعزيز آليات المتابعة و التحكم من خلال انشاء لجان جديدة لا سيما في مجال الاستقرار المالي والتي سيقع على عاتقها تسيير الأزمات و اصدار القانون الجديد للمحاسبة العامة و تنفيذ القانون العضوي الجديد المتعلق بقوانين المالية القائمة على عصنة أنظمة الميزانية من أجل رفع أداء التسيير العمومي.

وأشار نفس المصدر الى أن القانون المتعلق بتأطير و تطوير الشراكة بين القطاعين العام و الخاص بلغ “مرحلته الأخيرة.”

وأبدى وزير المالية ارتياحه بخصوص جودة المواضيع التي كانت محل نقاش خبراء صندوق النقد الدولي و اطارات وزارة المالية، مشيرا الى اشكالية التغير المناخي و البيئي و موضوع السياسة النقدية و نقلها و أدواتها و التنوع المالي.

من جهته، عبر رئيس بعثة صندوق النقد الدولي في الجزائر عن “ارتياحه للشراكة التي تجمع مؤسسته بالجزائر مؤكدا استعداد الصندوق “الاستمرار في مرافقة الجزائر في الإصلاحات التي باشرت بها بهدف ضمان الاستقرار الاجتماعي و الاقتصادي و الذي من شأنه استحداث الأرضية اللازمة للاستثمار و رفع ديناميكية النمو و ترسيخ الشفافية من خلال المساعدات التقنية و النصائح”، حسب نفس المصدر.



وزير المالية يترأس الاجتماع التقني لافتتاح بعثة صندوق النقد الدولي

ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الخميس، بالجزائر الاجتماع التقني لافتتاح بعثة صندوق النقد الدولي في إطار المادة الـ4، التي يقودها كريس غيرغات رئيس بعثة الجزائر، التابعة لقسم الشرق الأوسط وآسيا الوسطى.

وحسب بيان لوزارة المالية فإن الوزير فايد “أكد بهذه المناسبة على تحسين مجاميع الاقتصاد الكلي للبلاد التي التزمت بمسعى تنويع الاقتصاد، سيما الصادرات خارج المحروقات، رغم الظرف العالمي الذي يبقى متقلبا للغاية”

وأضاف: “على الرغم من الظرف العالمي الذي يبقى متقلبا جدا و شديد التفاعل مع التطورات الاقتصادية و الجيوسياسية فان الحكومة الجزائرية قد قامت عبر سياستها الاقتصادية التي باشرت بها خلال السنوات الأخيرة بوضع اليات مناسبة تهدف الى تنويع الاقتصاد سيما الصادرات خارج المحروقات من اجل وضع الجزائر على طريق تنمية اقتصادية مستدامة وشاملة ومتضامنة.”

وفي معرض تطرقه لمقومات الإنعاش الاقتصادي، أوضح المتحدث أنه “في إطار نظرة إستراتيجية فإن الحكومة تهدف إلى تطوير القطاعات المساهمة في التنمية الاقتصادية، سيما عبر تأطير التجارة الخارجية وتنشيط الصادرات خارج المحروقات وترشيد الواردات دون الأضرار بالإنتاج الوطني”.

وشدد في هذا الخصوص على مواصلة برنامج الإصلاحات والعصرنة التي تشمل جميع جوانب المالية العمومية وذلك عبر عصرنة الإدارة العمومية وإصلاح طرق تسييرها وتسريع التحول الرقمي وتحديث المنظومة الوطنية للإحصاء.

كما أشار إلى آثار وباء كوفيد-19 ونتائجه على الاقتصاد الوطني مؤكدا على أن “الجزائر تواصل تعزيز توازناتها الداخلية والخارجية سيما فيما يخص الإجراءات التي اتخذتها السلطات الجزائرية الهادفة إلى التخفيف من آثار تلك الجائحة وتضمن هذه الأخيرة خاصة الدعم المالي للمؤسسات والعائلات الهشة والحفاظ على السياسات النقدية المناسبة للإبقاء على النشاط الاقتصادي”.

وأوضح في هذا الصدد أن “تلك الإجراءات قد سمحت بإنعاش الاقتصاد الوطني سيما عبر تحسين مجاميع الاقتصاد الكلي وحسابات الدولة التي انعكست في سنة 2022 عبر استقرار كلي تقريبا للنمو الاقتصادي الذي انتقل من +3.4 ٪ في سنة 2021 الى +3.2 ٪ في سنة 2022 مع توقع نمو ب +5.3 ٪ في سنة 2023”. -يضيف ذات البيان-.

وأضاف الرجل الأول في مبنى بن عكنون بالعاصمة: “إن هذا الانتعاش للاقتصاد الوطني قد انعكس كذلك من خلال ارتفاع هام للصادرات وتحسين احتياطات الصرف و رصيد الخزينة”، معتبرا أن الظرف الاقتصادي والمالي الوطني سيتميز في نهاية سنة 2023 مقارنة بسنة 2022 ببقاء الرصيد الإيجابي للميزان التجاري واستقرار احتياطات الصرف وارتفاع مداخيل الميزانية.

وفي سياق حديثه عن ورشات الإصلاح الهيكلية المنجزة من أجل وضع الاقتصاد على طريق تنمية مستدامة وقوية، تطرق السيد فايد إلى بعض الورشات من بينها “تنفيذ القانون الجديد للاستثمار والذي ينص بالخصوص على تطوير قطاعات النشاطات ذات الأولوية وإقامة تنمية إقليمية مستدامة ومتوازنة واثمين الموارد الطبيعية وتشجيع نقل التكنولوجيا وتطوير الابتكار و اقتصاد المعرفة”.

ويتعلق الأمر كذلك بقانون النقدي و المصرفي الجديد الذي يهدف إلى تعزيز آليات المتابعة و التحكم من خلال إنشاء لجان جديدة لا سيما في مجال الاستقرار المالي والتي سيقع على عاتقها تسيير الأزمات وإصدار القانون الجديد للمحاسبة العامة وتنفيذ القانون العضوي الجديد المتعلقة بقوانين المالية القائمة على عصرنة أنظمة الميزانية من أجل رفع أداء التسيير العمومي.

كما أشار ذات المصدر الى أن القانون المتعلقة بتأطير و تطوير الشراكة بين القطاعين العام و الخاص بلغ “مرحلته الأخيرة”.

وأبدى وزير المالية ارتياحه بخصوص جودة المواضيع التي كانت محل نقاش خبراء صندوق النقد الدولي وإطارات وزارة المالية، مشيراً إلى إشكالية التغير المناخي والبيئي وموضوع السياسة النقدية ونقلها وأدواتها والتنوع المالي.

من جهته، عبر رئيس بعثة صندوق النقد الدولي في الجزائر عن "ارتياحه للشراكة التي تجمع مؤسسته بالجزائر، مؤكداً استعداد الصندوق "الاستمرار في مرافقة الجزائر في الإصلاحات التي باشرتها بهدف ضمان الاستقرار الاجتماعي والاقتصادي والذي من شأنه استحداث الأرضية اللازمة للاستثمار و رفع ديناميكية النمو و ترسيخ الشفافية من خلال المساعدات التقنية و النصائح".



صندوق النقد الدولي يؤكد استعداده الاستمرار بمرافقة الجزائر

عبر رئيس بعثة صندوق النقد الدولي في الجزائر، عن ارتياحه للشراكة التي تجمع مؤسسته بالجزائر، مؤكداً استعداد الصندوق الاستمرار في مرافقة الجزائر في الإصلاحات التي باشرتها بهدف ضمان الاستقرار الاجتماعي والاقتصادي والذي من شأنه استحداث الأرضية اللازمة للاستثمار و رفع ديناميكية النمو و ترسيخ الشفافية من خلال المساعدات التقنية و النصائح.

وفي السياق، ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، بمقر دائرته الوزارية الاجتماع التقني لافتتاح بعثة صندوق النقد الدولي في إطار المادة الـ 4 منه، وضم هذا الاجتماع فريق خبراء الصندوق بقيادة كريس غيرغات، رئيس بعثة الجزائر التابعة لقسم الشرق الأوسط وآسيا الوسطى، ومسؤولين من وزارة المالية.

وذكر وزير المالية، -وفقاً لبيان للوزارة -، بأنه وعلى الرغم من الظرف العالمي الذي يبقى متقلبا جدا وشديد التفاعل مع التطورات الاقتصادية والجيوسياسية فإن الحكومة الجزائرية قد قامت عبر سياستها الاقتصادية التي باشرتها خلال السنوات الأخيرة بوضع آليات مناسبة تهدف إلى تنويع الاقتصاد سيما الصادرات خارج المحروقات من أجل وضع الجزائر على طريق تنمية اقتصادية مستدامة وشاملة.

وفيما يتعلق بمقومات الإنعاش الاقتصادي، أوضح [الوزير](#) أنه في إطار نظرة إستراتيجية فإن الحكومة تهدف إلى تطوير القطاعات المساهمة في التنمية الاقتصادية سيما عبر تأطير التجارة الخارجية وتنشيط الصادرات خارج المحروقات وترشيد الواردات دون الإضرار بالإنتاج الوطني.

كما شدد في هذا الخصوص على مواصلة برنامج الإصلاحات والعصرنة التي تشمل جميع جوانب المالية العمومية وذلك عبر عصرنة الإدارة العمومية وإصلاح طرق تسييرها وتسريع التحول الرقمي وتحديث المنظومة الوطنية للإحصاء.

كما أشار إلى آثار وباء كوفيد 19 ونتائجه على الاقتصاد الوطني، مؤكداً على أن الجزائر تواصل تعزيز توازنها الداخلية والخارجية سيما فيما يخص الإجراءات التي اتخذتها السلطات الجزائرية الهادفة إلى التخفيف من آثار تلك الجائحة وتضمن هذه الأخيرة خاصة الدعم المالي للمؤسسات والعائلات الهشة والحفاظ على السياسات النقدية المناسبة للإبقاء على النشاط الاقتصادي.

وفي هذا الصدد، أوضح وزير المالية، أن تلك الإجراءات قد سمحت بإنعاش الاقتصاد الوطني سيما عبر تحسين مجاميع الاقتصاد الكلي وحسابات الدولة التي انعكست في سنة 2022 عبر استقرار كلي تقريبا للنمو الاقتصادي الذي انتقل من +3.4٪ في سنة 2021 إلى 3.2٪ في سنة 2022 مع توقع نمو بـ +5.3٪ في سنة 2023، وقد انعكس هذا الانتعاش للاقتصاد الوطني كذلك من خلال ارتفاع هام للصادرات وتحسين احتياطات الصرف ورصيد الخزينة.

وفي السياق نفسه، أشار الوزير إلى أن الظرف الاقتصادي والمالي الوطني سيتميز في نهاية سنة 2023 مقارنة بسنة 2022 بالحفاظ على الرصيد الإيجابي للميزان التجاري؛ استقرار احتياطات الصرف، ارتفاع مداخيل الميزانية.

وسلط هذا الاجتماع الضوء على مشاريع الإصلاح الهيكلية المنجزة التي تم الانتهاء منها هذا العام، والتي تهدف إلى وضع الاقتصاد على طريق تنمية مستدامة وقوية.

وأوضح الوزير، أنه من بين ورشات الإصلاح هذه تنفيذ القانون الجديد للاستثمار والذي ينص بالخصوص على تطوير قطاعات النشاطات ذات الأولوية واقامة تنمية اقليمية مستدامة ومتوازنة وتثمين الموارد الطبيعية وتشجيع نقل التكنولوجيا وتطوير الابتكار واقتصاد المعرفة. كما أكد أن القانون النقدي والمصرفي الجديد يهدف إلى تعزيز آليات المراقبة والتحكم من خلال إنشاء لجان جديدة لا سيما في مجال الاستقرار المالي والتي سيقع على عاتقها تسيير الأزمات.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger